

NOTAS ECONÓMICAS

NÚMERO 1 / ABRIL '93 / PREÇO 1.500\$00 / ISSN 0872-4733

J. J. TEIXEIRA RIBEIRO A TRIBUTAÇÃO DOS VALORES MOBILIÁRIOS

MICHEL AGLIETTA FINANCIAL GLOBALIZATION

ALFREDO MARQUES INCENTIVOS REGIONAIS E COESÃO

A. J. MARQUES MENDES THE FUTURE ENLARGEMENT(S) OF THE EEC

JOÃO SOUSA ANDRADE A ECONOMIA PORTUGUESA E A UEM

PEDRO LOPES FERREIRA AN USE OF THE MULTIATTRIBUTE UTILITY THEORY

REVISTA DA FACULDADE DE ECONOMIA DA UNIVERSIDADE DE COIMBRA



Círculo FEUC

Círculo FEUC é uma secção em que se tenciona acolher as notícias, os resultados e o debate acerca das actividades mais relevantes da nossa Faculdade e daqueles a que a ela estão ligados. Iniciamos esta secção com dois temas que representam devidamente os propósitos que acabaram de se enunciar: o doutoramento *Honoris Causa* de Jacques Delors pela Faculdade de Economia da Universidade de Coimbra, em 30 de Abril de 1992 e a lista dos resumos das teses de doutoramento de Professores da FEUC apresentadas nos últimos cinco anos.

O doutoramento *Honoris Causa* de Jacques Delors foi proposto ao Senado da Universidade de Coimbra por decisão unânime do Conselho Científico da Faculdade de Economia e quis-se desse modo consagrar a “dimensão humanista e a competência técnica unanimemente reconhecida” que fazem de Jacques Delors uma personalidade que esta Faculdade se congratula de ter associada ao seu nome.

Na cerimónia da Sala dos Capelos, presidida pelo Reitor da Universidade de Coimbra, Jacques Delors teve como Apresentante o Presidente da República, Doutor Mário Soares. As orações de elogio do Apresentante e do Doutorando foram proferidas, respectivamente, pelos Profs. Doutores Boaventura de Sousa Santos e João Sousa Andrade. Transcrevem-se, a seguir, a alocução de Jacques Delors e os textos das duas intervenções referidas.

Doutoramento *Honoris Causa* de Jacques Delors, 30 de Abril de 1992

J. Delors

Magnífico Reitor,

Cette cérémonie splendide, chargée d'une histoire de plus de 700 ans, nous renvoie au fondateur de l'Université, le roi Denis, celui que le grand Pessoa appelait “plantador de naus a haver”; tout est dans cette formule: l'Université, c'est la préparation de l'avenir, au même titre que les bois plantés par Dom Denis allaient permettre, moins de deux siècles plus tard, la construction de ces caravelles portugaises qui, les premières sillonnèrent le nouveau monde.

L'Université, c'est aussi la connaissance du passé, c'est la préservation de riches traditions — dont celle d'aujourd'hui est la consécration. Et toute l'histoire de Coimbra est le reflet de la dialectique entre tradition et modernité - entre l'immuable et le changeant. En cela, elle épouse étroitement l'histoire du Portugal.

Elle a connu les heures sombres de l'Inquisition, du repli sur soi portugais, de la dictature et des tentatives d'asservissement au pouvoir politique. A l'opposé, elle a aussi su enrichir la pensée théologique, puis s'est réformée au 18ème siècle pour introduire les sciences exactes - fidèle en cela à Duarte Pacheco Pereira, ce grand voyageur qui, le premier, avait affirmé sa foi en la science expérimentale. Elle a su s'émanciper de l'Eglise, elle a eu ses dissidents à l'époque de Salazar, elle a contribué à la restauration de la démocratie.

Surtout, Coimbra a développé une grande tradition d'ouverture sur l'extérieur, tradition qui a survécu à l'obscurantisme politique. Dès le Moyen-Age, les échanges scolaires se sont intensifiés, la mobilité académique est devenue réalité. Nombre de grands professeurs portugais sont allés enseigner à Salamanca, à Bologne, à Paris, dans ces autres universités nées de l'extraordinaire floraison du 13ème siècle. Certains “estrangeirados” ont, à leur retour au Portugal, influencé l'évolution de l'Université — comme Ribeiro Sanches avec la réforme de la faculté de médecine. De prestigieux professeurs étrangers sont venus à Coimbra, j'ai lu par exemple que l'économiste François Perroux, que je considère comme un des plus grands économistes du siècle, y avait enseigné avant la guerre.

Cette tradition, l'Université la renouvelle et l'intensifie aujourd'hui, dans le cadre des programmes communautaires: Coimbra est un des établissements

les plus engagés dans le programme ERASMUS, qui porte sur les échanges d'étudiants; le prix ERASMUS lui a d'ailleurs été attribué il y a un an pour la qualité de cet engagement; il en va de même pour le programme de formation scientifique COMETT. Et n'oublions pas la coopération internationale, notamment avec l'Amérique Latine, dans le cadre de ce qu'on appelle pour de bonnes raisons le "groupe de Coimbra", qui réunit 30 des plus prestigieuses universités de la Communauté.

C'est que l'Europe constitue bien aujourd'hui la dernière découverte de votre pays, qui en a fait tant au cours de son passé. Et je vois dans cet honneur que vous me faites aujourd'hui en me proposant pour ce titre prestigieux, avec le parrainage du Président Soares, grand combattant de la démocratie, une preuve supplémentaire de l'ancrage du Portugal dans la Communauté. Car je suis bien conscient de n'être en l'occurrence qu'un intermédiaire: à travers moi, c'est la construction européenne qui est distinguée: d'où ma fierté, ma gratitude, mon émotion aussi.

Avec d'autres, le Portugal a fait le pari de la construction européenne, a accepté des disciplines communes et certaines limitations de souveraineté. Aujourd'hui, la Communauté européenne a changé de visage. Méfiances et antagonismes ont été surmontés, et nous en mesurons tout le prix devant le réveil des nationalismes, des revendications de type ethnique qui agitent l'autre partie de l'Europe, celle qui vient de s'affranchir du totalitarisme communiste.

La consécration de la règle de droit entre les Douze, a permis d'éviter le diktat et l'hégémonie d'un Etat sur les autres. Ce qui signifie que dans l'esprit du pacte qui les unit, nos nations signataires sont sur un pied d'égalité, quelles que soient leur puissance ou leur richesse.

Un nouveau modèle d'organisation politique est né, assez inclassable: s'y dessine non pas un super Etat-nation aux limites élargies — ce serait recréer un centre d'hégémonie classique — mais un réseau plus diversifié de pouvoirs et de droits; les vieux Etats-nations, comme le Portugal bien sûr, voient dans ce nouvel ensemble leurs marges de manœuvre restaurées, car l'union des peuples fait la force.

L'intégration économique a permis une relance de la Communauté européenne, particulièrement ces dernières années grâce à l'objectif 92 du grand marché intérieur. Quel meilleur exemple de cela que le Portugal, dont l'économie sclérosée par la tradition corporatiste salazarienne s'est modernisée avec les succès que l'on connaît?

Bien sûr, une inflation trop forte, née du dopage brutal

de l'économie, conduit aujourd'hui à un retour à des indicateurs plus habituels dans la Communauté: mais n'oublions pas ce taux de croissance de 4,5% en moyenne ces cinq dernières années, la confiance des investisseurs, un taux de chômage qui est un des plus bas d'Europe. Et quelle consécration que l'entrée, le mois dernier, de l'escudo dans le SME! Et quel retournement de l'histoire, que de voir le Portugal accueillir des immigrants en quête d'une terre paisible et prospère!

Au-delà de la performance économique, se confirme, en s'adaptant aux réalités nouvelles, le modèle européen de société: en effet, la compétition n'est pas tout, elle n'est rien même sans coopération et sans solidarité. C'est pourquoi nous avons refusé l'Europe à plusieurs vitesses en faisant ces dernières années un effort considérable — l'équivalent du plan Marshall — pour nos régions les plus défavorisées; le Portugal en a été un grand bénéficiaire, les plus récentes estimations dont nous disposons évaluant l'impact des fonds structurels à environ 3% du PNB portugais ces dernières années.

Ainsi, pour le Portugal, l'Europe, c'est le refus d'un trop long isolement, c'est "ne plus être seul au bout du continent", contraint d'aller chercher au-delà des mers des alliés et des amis qu'on ne peut trouver sur place. C'est évidemment le choix de la modernité, mais d'une modernité qui ne tourne pas le dos aux traditions, à un héritage historique, à un patrimoine commun — je pense à un exemple très concret, ici-même: l'aide de la Communauté à la rénovation d'un bâtiment historique que vous destinez au Collège Européen. Une modernité qui ne nivelle pas les diversités, car ce qui fait la force de la Communauté, c'est la variété des cultures et des talents.

En ce sens, le Portugal apporte beaucoup à la Communauté, comme en témoigne la qualité de la présidence portugaise. Cet apport, j'en suis sûr, augmentera encore maintenant que la Communauté a décidé de franchir une nouvelle étape, en décembre dernier, à Maastricht. Vous le savez, nos douze nations ont choisi d'aller vers une politique extérieure et de sécurité commune, afin de retrouver des marges de manœuvre suffisantes sur le plan mondial, pour leur permettre non seulement de défendre leurs aspirations et leurs intérêts mais aussi d'œuvrer, avec d'autres, à l'œuvre de paix.

Le Portugal peut notamment nous conduire à renforcer notre solidarité avec certaines parties d'Afrique qui sortent de longues souffrances, ou avec un continent latino-américain avec lequel nous partageons une histoire, des valeurs communes. En choisissant comme





embième l'astrolabe, cet instrument de navigation des marins portugais, la présidence portugaise de la Communauté a voulu établir un trait d'union entre un monde ancien et un monde nouveau.

Sans doute aurons-nous aussi besoin à l'avenir d'un autre astrolabe, qui nous montre la voie d'une navigation serrée entre modernité et tradition, entre union des peuples et respect des identités. Le Portugal a trouvé cette voie, après bien de courants contraires. Puisseons-nous nous y tenir: alors la Communauté européenne, et chacun de ses Etats-membres seront à la hauteur des défis de l'histoire.

João Sousa Andrade

Magnífico Reitor, Exmas. Autoridades, Senhor Presidente do Conselho Directivo da Faculdade de Economia, Caros Colegas, Senhores Estudantes, Senhoras e Senhores:

De novo a Sala Grande dos Actos da Universidade de Coimbra abre as suas portas para um rito de consagração.

Como salientou, nesta Sala, o Magnífico Reitor: "Neste soleníssimo cerimonial, os ritos, as praxes, os símbolos distanciam-se no tempo, mas nem por repetidos se banalizam ou tornam desvaliosos. O acto celebrativo sempre toca fundamento o espírito e a sensibilidade dos que nele participam ou a ele assistem." E questionando o porquê, respondia: "esta não é uma cerimónia morta, porque é uma liturgia viva, porque é um acto que se renova mais do que se repete, porque, pela ressonância que tem em cada um dos seus participantes, constitui um momento raro e privilegiado, com o seu quê de irrepetível e único".

É pretensão da Universidade de Coimbra, através da sua Faculdade de Economia, outorgar a dignidade doutoral a Jacques Delors. Coube-me a rara honra da sua apologia. A índole desta cerimónia deve-me obrigar à apresentação sintética da obra e das ideias do doutorando, procurando demonstrar aos colegas a sua sabedoria.

Nascido em 1925, Jacques Delors começou a sua vida profissional no Banco de França, fazendo ao mesmo tempo o seu curso universitário e frequentando um Centro de Estudos Superiores Bancários. Participa no Conselho Económico e Social, de 1959 a 1962. Sai entretanto do Banco de França para criar e dirigir o Serviço de Assuntos Sociais do Comissariado Geral do Plano, onde vai permanecer até 1969. Neste último ano é nomeado Secretário Geral da Formação Profissional.

Neste início do que será uma invulgar carreira profissional, as áreas da sua reflexão e da sua criatividade são as da formação da poupança e do investimento na economia, as da negociação salarial colectiva, a importância de políticas de rendimentos e a formação profissional.

Em Junho de 1969 passa a pertencer ao Gabinete do primeiro ministro do 8º Governo da V República, Chaban-Delmas, como Conselheiro para os Assuntos Sociais e Culturais.

Lembremos brevemente a atmosfera económica deste final da década de sessenta. Alguns problemas, de interdependência económica entre Estados, dominam as

atenções europeias, a subavaliação da taxa de câmbio do Marco, a inflação crescente, o sentimento de que a velha ordem de Bretton Woods tinha chegado ao fim e a incapacidade de os, então, seis da Comunidade Económica Europeia avançarem numa mais estreita cooperação monetária.

Estes anos eram marcados por fortes problemas monetários, e ao nível destes problemas é justo lembrar as análises de Paul Fabra. Os desejos e propostas de Raymond Barre não eram mais do que desejos. E como não lembrar a analogia da dupla Pompidou-Brandt com a actual Mitterrand-Kohl na preocupação de uma nova identidade para a Europa? E como não lembrar que estes estadistas falavam explicitamente, em 1971, há mais de vinte anos, em governo europeu sob controlo parlamentar!

Os jornais que davam conta da formação daquele governo francês, falavam em governo marcado por uma tonalidade europeia! A presença dos então chamados europeístas, entre os seus Ministros, era óbvia. Mas não podiam os jornalistas e a opinião pública da altura, adivinhar até que ponto ia, de facto, aquele qualificativo.

Jacques Delors era um dos inspiradores da chamada política para uma "Nova Sociedade". Em Julho de 1971, as suas responsabilidades, no gabinete de Chaban Delmas, passam a abarcar o conjunto das questões económicas, monetárias e sociais. Entretanto os resultados iam sendo visíveis, em diferentes níveis: melhoria do sistema de actualização do SMIC; revisão das convenções colectivas; formação profissional; indexação de apoios familiares; garantias de recursos para trabalhadores idosos, fisicamente inaptos ou atingidos pela crise económica; estatuto para os trabalhadores imigrantes. E a peça mestra era conhecida: a política contratual. Logo em Outubro de 1969, já haviam sido assinados 42 acordos no sector público e nacionalizado.

Jacques Delors, de 1969 a 1976, é membro do Conselho de Administração do Instituto de Investigação das Nações Unidas para o Desenvolvimento Social. Em Janeiro de 1973, passa a pertencer ao Conselho Geral do Banco de França. Em Junho de 1979, é eleito para o Parlamento Europeu, no qual será o Presidente da Comissão dos Assuntos Económicos e Monetários, entre Setembro de 1979 e Maio de 1981. Entretanto, havia sido Professor na Universidade de Paris-Dauphine de 1973 a 1979 e também havia ensinado na Escola Nacional de Administração (ENA), de forma não continuada, entre 1963 e 1979. Em Maio de 1981 é nomeado Ministro da Economia e das Finanças no Governo de Pierre Mauroy. E não é difícil ler na sua

actuação a filosofia que o inspirava no projecto da "Nova Sociedade". A diferença essencial reside agora na amplitude dos problemas.

Não posso, por imperativo de tempo, chamar a atenção para a sua actuação, mesmo a mais relevante. Mas não deixarei de lembrar a sua orientação ao nível da política de combate à inflação, do combate ao neoproteccionismo e das suas preocupações para com a formação de poupança e da criatividade e iniciativas empresariais.

Em Julho de 1984 abandona o Governo francês. Havia sido escolhido para presidir à Comissão das Comunidades Europeias. Lugar que ainda hoje ocupa, depois de ver renovado o seu mandato em Junho de 1988.

Contam-se por quatro os livros que entretanto publica: *Changer*, em 1975; *En Sortir ou pas* (em colaboração), em 1985; *La France par l'Europe*, em 1988; e finalmente *Le Nouveau Concert Européen*, em Fevereiro último. As palestras feitas em Universidades, Centros de Investigação e Conferências de Organizações Profissionais e Científicas são já dificilmente contadas. Entretanto, uma Universidade Portuguesa, a Universidade Nova de Lisboa, atribuiu-lhe o grau de Doutor *honoris causa*.

A personalidade de Jacques Delors vai marcar de tal forma os desenvolvimentos da integração europeia que, ousa afirmar, o seu pensamento passa a constituir o verdadeiro espírito, a alma desta longa caminhada de várias Nações e de 340 milhões de homens, desta emocionante aventura humana digna do velho continente nesta passagem para um novo século.

Do seu pensamento procurarei dar conta. Como nos alerta Jacques Delors, as experiências falhadas de integração ficaram a dever-se a vários fenómenos, entre os quais são de realçar, a não correcção dos desequilíbrios estruturais, a não identificação do interesse comum e a fraqueza institucional dos projectos. E que acontecia em 1984? O ano terminava deixando no ar a ideia de declínio da Europa. Quantas vezes se ergueram para prognosticar o fim iminente da Comunidade Económica Europeia! A C.E.E. não passava de uma espécie de Europa feudal. Os seus dirigentes discutiam interminavelmente o como fazer e praticamente não se preocupavam com o que fazer em conjunto. O único consenso existente respeitava à constatação da impotência. Decidia-se mal e tarde, com pouca eficácia, a burocracia podia florescer.

Até 1985 a Comunidade perdia por ano 600 mil empregos, o investimento havia praticamente estagnado





e a economia crescia à taxa de 1,5% ao ano. Em Dezembro de 1985, o Conselho Europeu do Luxemburgo aprova o Acto Único, que fixa o fim de 1992 para a realização do grande mercado interno. Como é hoje diferente a realidade! Como são hoje diferentes as nossas preocupações. A dinâmica gerada pelo Acto Único tudo transformou. Criaram-se mais de 5 milhões de empregos, o investimento passou a crescer à taxa de 6 a 7% e a produção à taxa de 3,5%. E tudo isto quando a economia internacional estagnava. Mas o Presidente da Comissão, Jacques Delors, alerta-nos: a autosatisfação pode levar ao adormecimento, e a Europa tem necessidade de audácia e de lucidez à medida dos seus desafios. Mas se as realizações económicas são importantes, não são por si o motor suficiente para esta aventura. Para Jacques Delors não chega suprimir fronteiras, é necessário suprimir o desemprego maciço. O modelo de sociedade a criar existe, é o que ele designa por modelo europeu de sociedade, o modelo que resultou de uma história marcada pela criação ao serviço do homem. O mercado será assim o meio para atingir uma verdadeira sociedade europeia num equilíbrio desejável entre o homem e a sociedade, entre a sociedade e a natureza. O equilíbrio entre o homem e a natureza deve constituir um dos fundamentos da ética europeia. Porque não, ter a coragem de lhe chamar economia social de mercado? Para Jacques Delors fazer à Europeia é respeitar os nossos valores de solidariedade e, na concertação de todos os interessados, assegurar a coesão económica social e a igualdade de oportunidades. A sociedade europeia significa: viver em conjunto e aceitar o reino do direito, a responsabilidade democrática e a igualdade entre os Estados.

É preciso saber reconhecer que a sementeira foi feita, o Mercado Comum praticamente realizado, a Comunidade avança para a moeda única, para uma política comum de negócios estrangeiros e para uma política de segurança. Mas como alerta Jacques Delors, não se estabeleceram estruturas bastante sólidas para estarmos seguros de uma forma original de organização política. No entanto, quantos pequenos passos não foram já dados no sentido de transferência de soberania dos Estados às instituições comunitárias? E apesar deste processo, como continua a ser grande a distância entre a construção europeia e a consciência que dela têm os povos europeus. Como recentemente alertava o Professor André Chaîneau na nossa Faculdade, na passagem do ano de 1992 os habitantes da Comunidade não vão ouvir o barulho das barreiras e obstáculos alfandegários que caem e, no dia seguinte, não acordam a falar europeu.

O neoproteccionismo espreita em permanência a Comunidade. Mas seria esta a principal potência económica a ser sacrificada, porque ela é a principal potência comercial do mundo. Jacques Delors revela também o seu comportamento humanista quando alerta para o facto de a política agrícola mundial ser dominada por dois elefantes, a linguagem é sua, elefantes que esmagam todos na sua passagem, os Estados Unidos e a C.E.E.. São os deserdados do mundo que mais temem uma Comunidade fechada sobre si própria. E como primeira instituição da era pós-nacional as responsabilidades da Comunidade são enormes no esforço para novas formas de cooperação entre as Nações de todo o mundo.

Regozija-se, Jacques Delors, do combate bem sucedido contra essa doença que é a inflação. A estabilidade monetária é condição *sine qua non* para a existência e fortalecimento de uma potência económica. O Sistema Monetário Europeu revelou-se como um grande incentivo à convergência, uma pequena ilha paradisíaca ao abrigo das tempestades cambiais. Quando recuamos a Bretton Woods, não é difícil perceber como o nosso sistema monetário (europeu) se aproxima mais dos princípios que norteavam o plano inglês, conhecido por plano de Keynes, para a reforma do sistema monetário internacional, do que dos planos que foram aprovados e que a história se encarregou de eliminar ...

Ao avaliar o papel de Jacques Delors à frente da Comunidade, não pode um economista deixar de se lembrar das observações do português António Horta Osório quando no início deste Século, na tradição da economia do equilíbrio geral, admitia que a economia seria no futuro, pelo seu método, a ciência social rainha. Rigor monetário, luta sem tréguas contra a inflação, que nunca deixou de ser nos nossos sistemas monetários um roubo permitido e organizado pelo Estado, são condições essenciais para o crescimento. Como lembrava Keynes, a actividade económica precisa de um padrão de medida, certo, que não mude com o tempo. Jacques Delors demonstrou que o respeito pela estabilidade monetária não tem de ser feito com menosprezo, e quantas vezes na história o não foi com desprezo, pelos direitos sociais dos homens que fazem, que dão razão de ser às actividades económicas. Demonstra assim, todos os dias, que o rigor na análise económica pode coexistir com a solidariedade ao nível social. Será impossível às novas gerações pensarem a Comunidade, a história europeia, sem mostrarem admiração e apreço perante o novo desafio que hoje vivemos, o de uma moeda europeia. A forma de actuar de Jacques Delors está aqui bem ilustrada. O desafio foi lançado. Será possível criar o "símbolo do príncipe"

sem que este exista? A evolução é mudança. O desenvolvimento será feito em desequilíbrio, a necessidade de um novo príncipe é gerada. O ideal deverá corresponder à necessidade. E como ele nos diz, é tempo de reconciliar a necessidade com o ideal.

Os seus esforços têm sido consideráveis para uma política social na Comunidade. A Carta comunitária dos direitos sociais apresenta como primeiro objectivo a não subordinação dos direitos fundamentais dos trabalhadores à simples eficácia económica. A luta que tem travado contra a possibilidade do exercício do *dumping* social é de realçar. Por que razão impedir o *dumping* monetário, comercial e industrial, e não o social? Como insiste em nos dizer, essa prática desleal só pode ser eliminada pela convergência das políticas sociais, e esta convergência apenas poderá ser feita no sentido do progresso. Mas isto exige uma Europa solidária. Solidária para impedir o *dumping* social contra as Nações mais prósperas, solidária para que o acréscimo exagerado de custos nas economias mais atrasadas não se torne estrangulador das suas economias.

No campo social termina as suas iniciativas de carácter económico: mais concorrência e a seu lado mais cooperação e mais solidariedade.

Porventura terei simplificado em demasia o pensamento de Jacques Delors. Tenho no entanto a desculpar-me o facto de se tratar de um homem que alia a profundidade do pensamento com uma acção que é uma aventura de povos e por isso mais difícil de sintetizar.

Como lembrou, nesta mesma Sala, o colega Doutor Veiga Torres, "a expressão liturgia na cultura grega, que a criou e utilizou [...] designava um serviço comunitário, uma função [...] colectiva". Nesta liturgia dos doutoramentos solenes, figura a intervenção do Apresentante que "recomendará o [...] merecimento" do doutorando. Incumbe ao ilustre colega Doutor Boaventura de Sousa Santos fazer a apologia da eminente personalidade que é o Dr. Mário Soares, Presidente da República Portuguesa.

Questionando-se sobre o papel da Comunidade Europeia, no mundo actual, vivendo uma história que não espera, não perguntava Jacques Delors, em 1989, "que pode fazer isoladamente cada Nação europeia? Cultivar a nostalgia das suas grandezas passadas?" Soube o Apresentante, em devido e oportuno tempo, propor a resposta desta, geograficamente, pequena Nação. Deu o Dr. Mário Soares, também neste campo, provas de compreender a história do futuro.

Os invulgares merecimentos do economista Jacques

Delors, que se apresenta nesta Sala acompanhado por tão insigne Apresentador, dão jus à concessão do grau de Doutor *honoris causa* pela Universidade de Coimbra.

Solicito, pois, ao Magnífico Reitor que se digne conceder a Jacques Delors as insígnias do grau de Doutor pela Faculdade de Economia.





Boaventura de Sousa Santos

Senhor Presidente da República, Magnífico Reitor, Autoridades académicas, civis, militares e religiosas, Senhores Doutores, Senhores Assistentes e Investigadores, Senhores Estudantes, Senhores Funcionários, Senhoras e Senhores:

Jacques Delors, presidente da Comissão Europeia, vai em breve pedir ao Magnífico Reitor a imposição da láurea doutoral pela Faculdade de Economia da Universidade de Coimbra. Apresenta-o e afiança-o no seu pedido Mário Soares, presidente da República Portuguesa. É a primeira vez que, depois de institucionalizada a autonomia da Universidade, a Faculdade de Economia confere o grau de doutor *honoris causa* a uma personalidade política e este facto tem para a minha Faculdade o maior significado. A autonomia da Universidade é uma espada temperada num fogo misterioso, quase de artifício, uma espada que corta a realidade em duas, uma das quais apenas é real. Por isso, a autonomia não tem todas as consequências desejadas e tem algumas indesejáveis. É uma oportunidade sempre à beira de se transformar numa armadilha. O quotidiano dos universitários das universidades públicas é hoje dominado pela face de armadilha da autonomia, a armadilha do orçamento, a armadilha da concorrência desleal com as universidades privadas, a armadilha de uma política científica onde cabe muito pouca ciência, a armadilha de uma política cultural inculta. Mas o acto que aqui nos congrega não é um acto quotidiano e por isso permite-nos pelo momento que dura, e que é eterno enquanto dura, desviar os olhos da armadilha da autonomia para a oportunidade da autonomia. E a oportunidade reside acima de tudo na capacidade que a autonomia confere à universidade de aprofundar a pulsão societal que a habita e de, com base nela, fazer ouvir por cima das baías burocráticas e das genuflexões de vassalagem, uma voz nova e livre em prol dos valores e dos ideais da liberdade, da justiça social e da solidariedade que a modernidade inscreveu no processo civilizatório, mas que, por via da racionalidade crescentemente míope que a asfixia, está sempre à beira de os confundir com expedientes utilitários, cálculos egoístas, oportunidades oportunistas. Tal voz conferirá à universidade um novo protagonismo ético e cultural que converta esses valores em critérios concretos e operacionais de actuação e de avaliação colectivas nas condições voláteis deste fim de século barroco, tão exímio na dramatização das formas que lhe dão o brilho das promessas finalmente cumpridas, quanto no silenciamento dos conteúdos dissonantes da opressão, da violência, da miséria e da exclusão, evacuados

politicamente como se fossem os restos de uma refeição opípara em que afinal todos estiveram, mesmo sem terem estado.

Aqui e agora, a Universidade de Coimbra está posta no desassossego de não poder desperdiçar esta oportunidade de afirmar uma postura ética de responsabilidade cultural, social e política e de a confirmar em actos. Os seus mais de 700 anos têm o traiçoeiro carácter de serem muitos mas todos passados. Todos juntos não conseguem dispensar-nos de viver, por nós e por nossa iniciativa, um dia que seja do nosso presente futuro. Como vamos, pois, vivê-lo? Qual o sentido profundo da nossa presença na sociedade portuguesa, na sociedade europeia e no mundo? Certamente um sentido que por sobre os protocolos formais da verdade científica nos devolva a intimidade da compreensão e da partilha do devir do mundo onde quer que este se junte para nos surpreender e desafiar: no som acre e doce dos martelos da alegria contra o muro de Berlim; no regresso da história e da geografia onde tudo parecia tão naturalmente jugoslavo; na arrogância dos avatares do consumo que em menos de dois anos reduzem o dramático designativo soviético de uma das grandes potências mundiais a uma marca de *blue jeans* 100% de algodão: *you must have it*; na impotência com que povos inteiros vêem a soberania que julgavam ter ou a autodeterminação a que aspiram sujeita a cálculos militares de potências hegemónicas que a ONU repete servilmente nas folhas das suas contradições, todos os povos timorenses do mundo, sejam eles timorenses de leste ou afegãos, panamianos ou nicaraguenses, kuweitianos ou iraquianos, líbios ou cubanos de amanhã, palestinianos, curdos ou arménios de sempre; no triunfo universal dos ideais democráticos que fazem cair as ditaduras, mas que, são exportados, a partir dos países hegemónicos, de par com o neo-liberalismo económico quando é certo que, na história da Europa, democracia e liberalismo económico andaram sempre de candeias às avessas — quando um prosperou, o outro definiu — uma incongruência histórica que cria o terceiro mundo interior (os 30% da população socialmente excluída nos países centrais), que torna as democracias tão consolidadas da Europa ocidental, tão vulneráveis ao xenofobismo e ao fundamentalismo, que faz morrer de fome em África mais gente na última década de que em todas as décadas anteriores deste século, que leva as aspirações democráticas do povo peruano a serem esmagadas entre o sendero luminoso e um presidente golpista, que põe 60% dos venezuelanos abaixo dos critérios benevolentes de pobreza absoluta da ONU, que destrói a floresta da Amazônia e ata os brasileiros ao ciclo de terror entre o

assassinato de crianças por polícias bêbedos e mercenários e as crianças assassinas drogadas com cola de sapateiro; e, finalmente, porque o mundo é aqui tão perto, no marasmo desta cidade de todos os marasmos em que nas últimas décadas a governação autárquica não conseguiu surpreender-nos com uma realização dramática e substancial de que decorra uma palpável e significativa melhoria da qualidade da vida urbana.

Perante um mundo assim diverso e feito de mudança, a ideia da universidade tem, ela própria, de ser feita de diversidade e de mudança, mas uma e outra sujeitas ao sentido da compreensão e do compromisso, um sentido cuja objectividade é feita de independência que não de neutralidade, um sentido em cuja serenidade respiram a compaixão e a revolta, um sentido que afinal é um sentimento de sermos tão íntimos do mundo e da vida quanto das razões que laboriosamente construímos para o que nele ou nela sucede ou não sucede.

A Universidade de Coimbra, no seu conjunto e através das suas Faculdades está, pois, perante um exaltante desafio. Por nossa parte, na Faculdade de Economia, estamos a trabalhar para não o desmerecer. Quase instintivamente, equipámo-nos cedo para a convivência interdisciplinar, condição primeira para a compreensão do mundo que está para além ou mais fundo que a explicação formal dos átomos do mundo. Partimos do princípio que esta Universidade, que viu nascer a Europa moderna, não pode deixar de a acompanhar em tudo o que nela a torna mais europeia. Aderimos entusiasticamente ao programa Erasmus, criámos um mestrado de Economia Europeia, organizámos um curso sobre "Qualidade Industrial e Negócios Internacionais" financiado pelo PEDIP. Mas não temos da Europa uma concepção da fortaleza Europa.

A Europa é uma identidade que, para o bem e para o mal, sempre se construiu melhor fora de si em África, na Ásia e na América. Nós, portugueses, para quem 1492 ocorreu muito antes, fomos talvez os primeiros protagonistas desse processo de identificação pela alteridade. E essa responsabilidade repercute-se hoje de diferentes formas na África de expressão oficial portuguesa, no Brasil, em Macau e em Timor. Não foi, pois, por acaso que a Faculdade de Economia organizou em Agosto de 1990 o 1º Congresso Luso-Afro-Brasileiro de Ciências Sociais que reuniu em Coimbra 600 cientistas sociais e cujo resultado científico se traduziu em mais de 1 000 páginas da *Revista Crítica de Ciências Sociais*; tão pouco é por acaso que nos estejamos a empenhar na participação no 2º Congresso Luso-Afro-Brasileiro de Ciências Sociais que se realizará em São Paulo em Agosto próximo.

Esta busca de um sentido Europeu simultaneamente idêntico consigo mesmo e sempre aberto solidariamente ao que o transcende tem no quotidiano universitário muitas limitações, muitas que nos são impostas, outras que nos pomos por hábito profano. Daí, a necessidade de as superar por via de um acto extraordinário, de uma transgressão que pela festa e pelo ritual tenha o seu quê de sagrado e que, por isso, dramatize o sem sentido das limitações e as faça explodir em estilhaço miúdo sobre o campo atónico e desarmado da rotina diária, profana. Essa transgressão quase sagrada é o doutoramento *honoris causa* e quem melhor podia a Faculdade de Economia escolher para simbolizar essa busca de sentido Europeu universalizante que Jacques Delors? E quem melhor podia escolher para seu apresentante que Mário Soares?

Jacques Delors pertence a uma geração de políticos europeus que decidiu empenhar os ideais, a carreira e a vida no afã de nos mostrar que, na Europa, o nosso patriotismo não cabe numa pátria só e que transborda, com cada vez maior ímpeto, da pátria pequena dos estados-nações para a grande pátria europeia. Dessa geração, ele é, não tenho dúvidas em proclamá-lo, o representante mais insigne, e tanto, que a sua geração no que de melhor realizar neste fim de século, será por certo designada como a geração Delors. Ao assumir, em Janeiro de 1985, a presidência da Comissão Europeia, Jacques Delors decidiu-se a convencer a Europa que os últimos quarenta anos de construção europeia tinham vindo a configurar, com os seus altos e baixos, uma alternativa entre declínio e sobrevivência, e que, perante ela, era cada vez mais urgente assumir com coragem a alternativa da sobrevivência e transformar a construção europeia numa aventura colectiva. Do relançamento do diálogo social em Val Duchesse, ainda em Janeiro de 1985, e da adesão de Portugal e da Espanha em Janeiro de 1986, ao Acto Único e ao objectivo 92 em vigor desde Julho de 1987, à Carta Europeia dos direitos sociais adoptada pelos 11 em Dezembro de 1989 e aos acordos de Maastricht de Dezembro último, prefigurando a revisão dos tratados com vista à União económica, monetária e política, Jacques Delors foi provando, com a persistência de uma formiga em seu carreiro, que o aprofundamento da coesão social e o aumento da competitividade, longe de serem objectivos antagónicos, são os dois lados da mesma moeda. Enquanto antes de 1985 a economia dos doze perdia 600 mil postos de trabalho por ano, entre 1985 e 1991 criou 5 milhões. Por outro lado, as políticas de solidariedade no interior da comunidade representaram em 5 anos 67 mil milhões de ECU's, mais que o plano Marshall.





É confortado nestes dados que Delors pode afirmar no prefácio ao seu último livro, *Le Nouveau Concert Européen*, já deste ano, que o Estado-Providência, longe de ser o responsável da euroesclerose, é uma das conquistas fundamentais dos últimos quarenta anos e um dos traços essenciais do modelo europeu de sociedade. Lamenta, por isso, as dificuldades que vão juncando o diálogo social, dificuldades que eu tenho vindo a acompanhar de perto no curso de políticas sociais europeias que ensino, juntamente com a Doutora Maria Manuel Leitão Marques, no curso de mestrado de economia europeia. E lamenta também que o diálogo Norte-Sul avance tão devagar, sendo que a Europa tem muitos seus, dos países africanos, das Caraíbas e do Pacífico ao mediterrâneo e à Europa central e de leste onde a Europa comunitária suporta já 78% da ajuda ao desenvolvimento, contra 16% apenas dos Estados Unidos, do Canadá, do Japão e da Austrália no seu conjunto. Contra a ideia da fortaleza Europa, tem a coragem de perguntar se o marasmo económico actual não se deve afinal à insuficiente participação dos países do sul no crescimento económico mundial e se, para obviar a isso, estamos dispostos a abrir-lhes os nossos mercados, investir neles e aligeirar o peso do seu endividamento. Esta ideia de universalidade prática e solidária bebe no que há de mais genuíno na história da Europa, muito mais genuíno do que as feiras das vaidades andaluzas e as comemorações de centenários que só são importantes porque um dos países descobertos, que afinal nem sequer o foi, é hoje o país política e militarmente hegemónico no sistema mundial.

Um político com este perfil só poderia ser apresentado por Mário Soares. Aliás, talvez nunca nesta sala se tenha presenciado uma tão intensa relação simbiótica entre o candidato ao grau de doutor e o seu padrinho. São ambos destacados socialistas, são dois dos políticos europeus mundialmente mais conhecidos, ambos defensores estrénuos da democracia, da solidariedade, apaixonados por igual pela ideia da Europa, e de uma Europa que não enjeita as suas responsabilidades para com os países menos desenvolvidos. A relação é tão simbiótica que facilmente se poderia imaginar o padrinho no lugar do candidato, apadrinhado, melhor que por qualquer outrem, pelo próprio candidato de hoje. Aliás, Mário Soares está bem consciente desta relação e revê-se em Jacques Delors como num Espelho de Próspero. Em recente entrevista a um diário português diz a dado passo numa das suas fulgurações auto-biográficas "Note que não sou contra o pragmatismo, mas o pragmatismo tem de ser servido por ideias e por ideais. Posso dar-lhe o exemplo de um homem que, sendo um pragmático, tem ideais e é hoje uma referência para a Europa: Jacques Delors. É um

homem que quer avançar a Europa, tem ideias claras sobre o futuro (como as tinha um Jean Monet ou um Schumann) e, ao mesmo tempo, é um homem suficientemente pragmático para saber discutir e fazer avançar as coisas no dia-a-dia, passo a passo". Neste retrato de Delors, quer Mário Soares que vejamos o seu próprio retrato, do seu melhor perfil. Mas o perfil tem muitos outros traços comuns. Tal como Delors, Mário Soares é um adepto convicto da União Política, da União Económica e da União Monetária e, em Portugal, foi quem pela primeira vez e com total empenhamento fez a pedagogia da Europa junto de alunos, tantas vezes relapsos, que hoje, convertidos e prósperos, lhe pretendem dar lições de ortodoxia europeia. Tal como Delors, Mário Soares preocupa-se com o défice democrático da Comunidade e preconiza o reforço dos poderes do Parlamento europeu como via privilegiada para fazer emergir a cidadania europeia. Tal como Delors, e tal como ele, na esteira de Willy Brandt, vê no diálogo Norte-Sul a chave da sobrevivência não apenas do Sul mas também do próprio Norte.

Os paralelos podiam continuar mas, pesem embora todos eles, Mário Soares é o padrinho ideal de Delors, não pelo que há nele de Delors, mas antes pelo que há nele de Mário Soares, isto é, de tensão de corpo inteiro entre pragmatismo e convicção, uma tensão que, como será o primeiro a reconhecer, nem sempre pôde gerir a contento dos seus adeptos e em benefício das classes trabalhadoras e de menores recursos que nele votaram desde 1975. Muito antes que para o comum dos portugueses Mário Soares fosse um nome ou uma referência, durante os anos de oposição sem tréguas que fez ao regime salazarista, são as convicções, mais que o pragmatismo, que lhe marcam as pisadas, tantas vezes dolorosas. Privilegiando-me do acesso ao acervo documental do Centro de Documentação 25 de Abril da nossa Universidade, a cujo conselho directivo tenho a honra de presidir, um centro que, aliás, conta com o alto patrocínio do Senhor Presidente da República, o que aqui publicamente agradeço, socorro-me de documentos únicos e preciosos para atestar junto de vós a pujança das convicções de Mário Soares. Em discurso proferido em 31 de Janeiro de 1969 no Coliseu do Porto lança um apelo vibrante à democratização da República "porque — e cito — a República ou será Democracia autêntica — no sentido político e no sentido económico — ou será uma forma esvaziada de conteúdo, uma caricatura irreconhecível". E depois de avisar os seus correligionários contra a falsa liberalização do regime, proclama, a propósito das eleições de 1969 que então se aproximavam: "as eleições ou serão sérias — e o País entrará na via de uma regeneração política salutar que lhe abrirá as

portas da Europa [a sua preocupação de sempre] e lhe ganhará o respeito do Mundo — ou serão como as eleições do passado e então, às tubas da propaganda oficial orquestrada responderá o silêncio da Nação. O mesmo silêncio aterrador, porque de mau presságio, de sempre. Como há quarenta anos". As eleições de 1969 foram de facto como as anteriores, mas Mário Soares não deixou passar isto em silêncio. De novo no exílio, faz publicar em Paris, a 7 de Dezembro de 1972, uma carta sua dirigida a Rui Patrício, ministro de Caetano, em resposta a uma entrevista deste num jornal espanhol em que afirmava que as eleições de 1969 tinham conferido a Marcelo Caetano o mandato para prosseguir a guerra colonial e em que verberava Mário Soares por fazer campanha contra Portugal. Com uma indignação que ronda a impertinência escreve Mário Soares: "Sim, Patrício, você até é um rapaz gentil e com boas maneiras, mas esta é a trágica verdade: ninguém vos liga a menor importância no mundo. E sabe porquê? Porque toda a gente tem a consciência plena de que vocês mentem, de que mentem com quantos dentes têm na boca e sobretudo de que não representam realmente nada". E mais adiante: "Não, Patrício, eu não faço campanha contra Portugal: faço campanha contra o actual governo português ... Sabe porquê? Porque o governo está a trair Portugal — sacrificando os interesses nacionais no presente e comprometendo o futuro. Esta é a trágica verdade! Ora eu combato por ideias — e não contra homens, mesmo que estes sejam maus e mediocres, como é o caso. Nisso me distingo também de vocês. Combato ao lado de muitos outros patriotas — por vezes com ideias e crenças bem diferentes das minhas — mas irmanados todos no mesmo ideal de libertar a Pátria comum da ruína geral para que vocês a lancem e de oferecer ao mundo uma imagem diferente de Portugal. Exactamente como fizeram os liberais nas horas sombrias do miguelismo, ou os republicanos ou os progressistas de todos os quadrantes — socialistas, católicos e comunistas — desde que a ditadura existe e enquanto exista. Ao menos para dar testemunho e para demonstrar que vocês não são ou têm muito pouco a ver com Portugal".

Uma indignação e uma revolta assim tão fundas, vindas de convicções tão inabaláveis, só poderiam ser apaziguadas num mar de liberdade. Teve-o em forma de Santa Apolónia dois anos mais tarde no primeiro banho de multidão que o 25 de Abril lhe proporcionou, um dia antes de ali ter chegado outro destacado lutador anti-salazarista, Álvaro Cunhal,. Dois homens a quem irmanavam alguns ideais, como referia Mário Soares na carta a Rui Patrício, e tantas diferenças que tanta

repercussão haviam de ter nas nossas vidas nos meses seguintes.

E os meses seguintes deram a Mário Soares um outro molho de oportunidades para lutar corajosamente pelas suas convicções, sobretudo quando afrontou a vertigem totalitária que então se pretendeu instalar, um dos muitos ingredientes, uns exaltantes outros malditos, de que foi feita a crise revolucionária de 1974-75. Depois, quando ele próprio foi instalado democraticamente no poder, Mário Soares mostrou finalmente ao comum dos portugueses o seu lado de pragmatismo e fê-lo com tanto afã que a muitos de nós pareceu ter esquecido as suas convicções e por isso o criticámos.

Confrontando-se com circunstâncias reconhecidamente difíceis, mais que um árbitro sábio entre pragmatismo e convicção, pareceu-nos então um pragmático convicto. Os erros que porventura cometeu tê-los-á, ele próprio, reconhecido antes que ninguém. É certamente a pensar neles que afirma no prefácio ao ciclo de conferências sobre o balanço do século por ele promovido:

"sabemos hoje quão fácil é cometermos erros em política e nos enganarmos; em que medida precisamos sempre do concurso dos que de nós divergem para corrigirmos erros e naturais insuficiências. Mas é assim, também, que nos torna mais ambiciosos, porque acreditamos que, em política, não há soluções definitivas nem verdades absolutas". Eis de novo o balanço entre pragmatismo e convicção. Aliás, em tempos recentes, o ciclo político de Mário Soares tem vindo a registar um regresso, para muitos de nós auspicioso, ao acentuar das convicções. Talvez porque para ele a chegada de vastas camadas da população à vertigem — totalitária a seu modo — do consumo favoreça uma concepção consumista de política, isto é, à troca de convicções por tostões ou, mais propriamente, por milhões. Talvez porque o silenciamento dos socialmente excluídos no país com os índices de pobreza mais elevados da Europa seja mais fácil quando domina e porque domina uma cultura política de sujeição, só erradicável com base em longos anos de informação independente e de educação exigente, só eles criadores de uma cultura política de participação, a mais lídima marca de especificidade política da Europa. Talvez porque a falta de convicções favoreça a navegação à vista quando é certo que a decisiva contribuição que demos, nós portugueses, para a construção da Europa moderna teve precisamente lugar quando nos pusemos a navegar no alto, longe da vista, perto do coração dos ideais e, também pragmaticamente, dos metais.



**Teses de Doutoramento na FEUC, 1988 - 1992**

Notas Económicas - Revista da Faculdade de Economia da Universidade de Coimbra tenciona divulgar os resultados das actividades de investigação realizadas nesta Faculdade, de modo a proporcionar instrumentos de trabalho aos que estudam nos diferentes domínios que aqui são objecto de pesquisa e ensino.

Dá-se início à concretização deste propósito com a publicação dos resumos das teses de doutoramento que nos últimos cinco anos foram apresentadas nesta Faculdade ou que aqui foram objecto de equivalência.

Regularmente *Notas Económicas - Revista da Faculdade de Economia da Universidade de Coimbra* continuará a publicar estes resultados, assim como os das dissertações de Mestrado ou de outras provas académicas.

**Aggregate Production Planning:
an Integral Discounted Cost Model**

João Veríssimo Lisboa

An integrative discounted cost (IDC) model for production planning was developed for a textile company located in the upstate area of South Carolina. The integration of the functional areas of production and finance was considered. The present value of the total cost generated by the proposed model was used as the criteria for optimization. The solution technique used to find a minimizer for the objective function of the model was the "Lagrange multipliers method". The present values of the total cost generated by the proposed model (IDC) were compared against the solutions provided by non-integrative non-discounted models. In most of the situations assumed, the solutions given by the IDC model have been shown to be significantly lower than the results given by the traditional models. However, under certain conditions the explicit consideration of the cost of capital in the model might be worthless, since no significant difference was found between the results given by the IDC and the integrative non-discounted model.

Clemson University, 1988/Universidade de Coimbra,
1988

Questões de abastecimento de cereais e farinhas, na abertura da contemporaneidade portuguesa

Jaime do Couto Ferreira

Parte I - Políticas de abastecimento no Antigo-Regime: do Concelho ao Estado iluminista.

Parte II - Protecção frumentária de 1814 a 1820: hesitações e afirmação.

Parte III - Farinhas, Moinhos e Moagens nos inícios da Época contemporânea.

A produção, circulação e venda de cereais conheceu em Portugal, como na generalidade dos países europeus, dois grandes períodos, separados pelo séc. XVIII. Na primeira fase, as dificuldades na produção agrícola, a insuficiência das vias de comunicação, a debilidade do comércio interno e externo obrigaram à intervenção dos poderes citadinos no abastecimento, e a actividade mercantil, por razões sociais, culturais e políticas foi fortemente condicionada. Mas à medida que se avançou para meados do séc. XVIII, a maior eficácia do comércio externo e da produção agrícola levaram à inversão dessa tendência e a dinâmica do mercado acabou por ser legitimada (através da reflexão dos primeiros economistas) e por forjar um novo enquadramento legal que colocou o abastecimento em termos de política de Estado e consagrou a aceitação do princípio da liberdade comercial. Todavia, em finais do primeiro quartel do séc. XIX, o aumento da oferta de cereais no comércio interno e externo levou a que as cerealiculturas nacionais exigissem e obtivessem políticas proteccionistas.

Foi neste quadro, em que se efectuaram importantes mutações agrícolas, comerciais, demográficas, culturais e políticas, que se passou de uma estrutura produtiva de farinhas tradicional, que recorria ao moinho hidráulico e de vento, para a indústria moageira. O estudo dos seus primeiros passos, do desaparecimento gradual dos velhos moinhos e da hesitante afirmação de novas estruturas com uma crescente capacidade produtiva de farinha elucida-nos sobre alguns importantes aspectos da nossa industrialização.

Universidade de Coimbra, 1989

Os espaços da indústria: a regulação económica e a mediação local numa sociedade semiperiférica

José Reis

O propósito principal desta tese, já publicada nas Edições Afontamento (1992), é a análise do modo como os processos locais, de âmbito territorial, exercem um papel de *mediação* na configuração das transformações económicas. Por isso, ele centra-se na avaliação das relações espaço/indústria, questão que se pretende "operacionalizar" propondo a noção de *sistema produtivo local* e estudando intensivamente duas situações locais, de natureza bastante diferente, em que houve um acentuado crescimento do emprego industrial.

Deste núcleo problemático central derivam três ordens de questões. A primeira situa-se no plano teórico e procura discutir as perspectivas que privilegiam a análise das dinâmicas globais do capitalismo, apontando para a sua variabilidade no tempo e no espaço. Para isso discutem-se duas perspectivas principais, representadas na teoria da economia-mundo e da semiperiferia, por um lado, e na teoria da regulação, por outro. É da discussão destas duas abordagens e dos "cruzamentos" que elas possibilitam que trata o Capítulo 1. No seu termo, coloca-se uma questão: a de que a apreensão dos processos de articulação sócio-económica que dão conteúdo particular às economias semiperiféricas pode ser apreciada pelas relações entre espaço e indústria. É este o tema do Capítulo 2. Entende-se que há nos espaços locais *dotações* específicas que os caracterizam. São modos particulares de organização da reprodução social e processos de articulação entre diferentes modalidades de exercício das actividades produtivas, bem como formas diferenciadas de acção dos agentes colectivos locais. Com uma noção de sistema produtivo local que acolha este tipo de questões passa-se a dispor de uma ferramenta analítica com a qual é possível perspectivar a natureza das economias locais (Capítulo 3).

Como este trabalho tem como objecto a economia portuguesa, a sua análise e a reflexão sobre as suas especificidades constituem a segunda ordem de preocupações. E se é certo que o ângulo de observação que se privilegia se relaciona com os movimentos locais de industrialização e o papel mediador dos espaços onde eles se inscrevem, é também verdade que parece indispensável dispor de um passo analítico intermédio sobre os dados estruturais da economia portuguesa, tomada no seu conjunto (Capítulo 4), ou observada a partir do movimento dos seus espaços estruturais (Capítulo 5). Reconhece-se que as formas do





desenvolvimento económico português foram sempre relativamente limitadas, parciais, segmentadas, pelo que não houve no Portugal das últimas décadas uma lógica global de desenvolvimento que unificasse sob a mesma matriz as diferentes componentes (sectoriais, regionais, ligadas à produção ou respeitantes aos modos de consumo) do processo económico. Ao contrário do que acontece com as lógicas integradoras centrais das economias desenvolvidas, as dinâmicas económicas portuguesas têm contado intensamente com as lógicas próprias dos espaços constituintes do conjunto nacional. E isso conferiu-lhes algumas particularidades de funcionamento, a que não são alheias as condições que estruturam a esfera da reprodução social.

A terceira ordem de questões leva-nos ao nível local de análise. Dois casos — o de Águeda (Capítulo 6) e o de Arganil (Capítulo 7) — permitem analisar dois processos contrastantes de aumento do emprego industrial. Tratou-se de dois casos “exemplares” pela sua singularidade, cuja natureza não possibilita comparações, a não ser quanto à existência de uma “intervenção” do meio local nas formas de iniciativa que caracterizam cada um. A partir da “exemplaridade” constituem-se ângulos de observação privilegiados que, pela “intensidade” das observações feitas, elucidem sobre processos significativos do funcionamento das economias contemporâneas e, muito em especial, da economia portuguesa.

Conclui-se com uma prospectiva das condições do desenvolvimento local.

Universidade de Coimbra, 1989

Subcontratação e autonomia empresarial: um estudo sobre o caso português

Maria Manuel Leitão Marques

Nas economias de mercado, a subcontratação ocupa hoje um lugar importante nas relações entre as empresas, tanto no plano nacional como internacional. Atestam-no a existência de inúmeros estudos teóricos sobre o tema, o interesse de diversas organizações internacionais pela sua investigação e a crescente atenção que as associações industriais lhe dedicam.

Tratando-se, embora, de uma relação diferenciada e complexa, o seu estudo é importante para uma exacta e correcta compreensão das relações contratuais entre as empresas no mundo actual.

Estuda-se a relação de subcontratação pressupondo que ela é uma relação contratual continuada — como vem a confirmar-se — amplamente auto-regulada que, em determinadas circunstâncias, pode levar a alterações estruturais da organização da empresa subcontratada, surgindo muitas vezes situações em que a desigualdades de forças se conjuga com uma lógica de cooperação e de solidariedade orgânica.

Importa começar por verificar se na origem de situações de domínio e de colaboração entre empresas é frequente encontrar algo mais do que meras relações entre entidades autónomas. Tratar-se-ia, nesse caso, de situações intermédias, ou mesmo diferenciadas, de relações hierárquicas e de relações de mercado. Procura saber-se até que ponto a sua regulação — quer da planificação quer da resolução de conflitos — escapa, em parte, ao que tradicionalmente se entende por direito dos contratos.

Na análise da subcontratação como relação industrial, sublinha-se o seu carácter complexo, referindo e explicitando as suas múltiplas funções económicas e a sua importância fundamental para as pequenas e médias empresas, sobretudo no tocante às relações que as ligam às grandes empresas nacionais e estrangeiras. Examinam-se ainda as implicações de natureza exclusivamente jurídica decorrentes do subcontrato industrial — por exemplo, em matéria de responsabilidade, propriedade industrial e concorrência —, discute-se a questão da sua qualificação através do confronto com outras figuras contratuais e refere-se, também, o comportamento do Estado perante este tipo de relações entre empresas.

Uma questão importante é, naturalmente, o estudo da subcontratação como relação de dependência ou como relação de cooperação, um elemento fundamental para a própria caracterização da empresa subcontratada e,

mais especificamente, para a aferição do modo como a subcontratação afecta a sua autonomia empresarial. É neste contexto que, para certas relações de dependência, se formula o conceito de *empresa por conta de outrem*.

Para o estudo empírico da subcontratação no aspecto, simultaneamente, microjurídico e microeconómico, Portugal foi a sociedade escolhida. Os resultados obtidos permitem não só observar como, do ponto de vista jurídico e económico, se organizam, efectivamente, essas relações, como ainda, em matéria de subcontratação internacional, evidenciar que, no contexto da segmentação internacional dos processos produtivos, a posição de Portugal é predominantemente a de subcontratado.

A compreensão da subcontratação obrigou a uma abordagem interdisciplinar, ou seja, não apenas jurídica, mas também sociológica e económica. Daí que os métodos utilizados tenham sido de vária ordem, desde a análise documental à análise estatística, passando pelo recurso ao inquérito por questionário no estudo qualitativo da relação de subcontratação enquanto relação entre empresas. Por último, o estudo das importações e exportações temporárias, em aperfeiçoamento activo ou passivo, permitiu clarificar a posição de Portugal em matéria de subcontratação internacional.

Universidade de Coimbra, 1990

Sistemas lineares periódicos discretos na forma descriptor



Teresa Pedroso Lima

A abordagem tradicionalmente utilizada para este tipo de sistemas separa as equações na forma de espaço de estados das equações algébricas. Contudo, usualmente, este processo destrói a estrutura natural do sistema original. Assim, recorrendo ao uso de Parâmetros de Laurent, trabalhamos directamente com Sistemas na Forma Descriptor, sem prévia conversão a um Sistema na Forma de Espaço de Estados sujeito a restrições algébricas.

O trabalho está estruturado em quatro capítulos, sendo o primeiro um espaço de introdução, enquanto no segundo apresentamos, de forma sumária, métodos de resolução para Sistemas Invariantes na Forma Descriptor, destacando os resultados que melhor poderão contribuir para a resolução do caso periódico.

O terceiro capítulo dedica-se ao estudo do caso homogéneo de Sistemas Periódicos na Forma Descriptor. Mais concretamente, impondo uma condição de regularidade para determinados feixes de matrizes, e definindo matrizes de transição de semi-estados progressiva e regressiva, verificamos que as soluções deste tipo de sistemas estão intimamente ligadas com as soluções de um Sistema Invariante de 2ª Ordem na Forma Descriptor.

O capítulo IV estuda o caso não-homogéneo e desenrola-se de modo análogo ao anterior.

Universidade de Coimbra, 1991



Decantação em cadeias de Markov*

Rui Manuel de Almeida

Consideram-se espaços mensuráveis (x_n, \mathcal{J}_n) e uma sucessão de observações $X = (X_1, X_2, \dots)$, onde x_n é \mathcal{J}_n -mensurável ($n \geq 1$). Sobre o espaço produto infinito correspondente, considera-se um conjunto de leis de probabilidade — a hipótese geral, H — e, sendo (E, d) um espaço métrico separável, analisam-se condições que garantam a susceptibilidade de dados parâmetros, aplicações f de H em (E, d) , serem estimados.

Neste trabalho, restringimo-nos ao caso em que, para todas as leis em H , X é uma cadeia de Markov homogénea.

No capítulo II, recordam-se resultados sobre construção de estimadores convergentes de H . Schmerkotte, J. Geffroy, R. Moché e W. Pieczynski. Em geral, o problema da estimação assintótica de f reconduz-se ao da separação assintótica uniforme de certos pares de hipóteses múltiplas, contanto que (E, d) possua certas propriedades de compacidade.

No capítulo III, começa-se por abordar a ortogonalidade de duas hipóteses simples (incluindo uma breve resenha histórica: teoremas de S. Kakutani e de J. Kabanov, R. Lipster e A. Shirayev), passando depois ao teorema fundamental da decantação assintótica (J. Geffroy, R. Moché), o qual se aplica a hipóteses múltiplas e, assim, permite superar as insuficiências, no domínio da estatística assintótica, de resultados respeitantes à ortogonalidade de hipóteses simples.

Os capítulos IV e V são, essencialmente, capítulos incidentes sobre resultados novos.

No capítulo IV, estuda-se um novo aspecto das propriedades de decantação de certas distâncias entre leis de probabilidade.

Enfim, no capítulo V, os resultados referidos nos capítulos II e III são aplicados ao caso particular em que X é uma cadeia de Markov homogénea, de espaço dos estados finito ou infinito numerável. Estabelecem-se condições suficientes para que a matriz de transição ou a distribuição estacionária, a existir, sejam estimáveis. É igualmente estabelecida, a partir de propriedades de decantação, uma condição suficiente de convergência da sucessão dos estimadores da máxima verosimilhança.

Université des Sciences et Techniques de Lille, 1986/Universidade de Coimbra, 1990

A propriedade multiforme:

um estudo sociológico sobre a evolução recente dos sistemas fundiários em Portugal

Pedro Hespanha

A interdependência e a integração elevadas que caracterizam as sociedades modernas parecem não ter sido capazes de impedir a afirmação de espaços de sociabilidade estruturados em formas de organização e de funcionamento dotadas de uma assinalável autonomia. É o que se passa, muito claramente, em áreas rurais, apesar das mudanças profundas ocorridas ao longo das últimas décadas.

Sabida a importância da terra na reprodução económica e social dos grupos ligados à agricultura e ao meio rural, faz sentido questionar a responsabilidade que lhe possa caber na produção dessa autonomia. Os estudos sociológicos e antropológicos sobre as colectividades rurais e os comportamentos da população de origem rural confirmam abundantemente esta ideia de diferença e de distância e sugerem também uma relação próxima entre as dimensões materiais e simbólicas da propriedade da terra e os modos de organização e instituições da vida social. No entanto, as ciências sociais e, em particular, a sociologia não têm dado suficiente atenção ao estudo da propriedade fundiária e falta, nomeadamente, uma teoria sociológica da propriedade ajustada às realidades contemporâneas.

O objectivo da investigação foi, precisamente, mostrar como a instituição da propriedade fundiária, nas suas diferentes formas, não só mantém uma elevada margem de autonomia como é capaz de reproduzir essa autonomia naquelas estruturas sociais em que mais directamente se insere. Sendo um problema actual nas sociedades capitalistas modernas, ele é-o particularmente em Portugal onde o peso das formas de propriedade de natureza não capitalista é muito elevado.

Partindo da hipótese de que a propriedade fundiária se articula com o sistema social através de uma multiplicidade de formas, defende-se a tese de que ela tem constituído um factor decisivo na reprodução dos sistemas sociais de base rural e local que estruturam as diferenças dos padrões de comportamento e as especificidades da sociedade portuguesa.

O argumento mostrará, num primeiro tempo, como as mudanças económicas afectaram os modos de reprodução social em meio rural, para, em seguida, analisar as formas como essas mudanças foram interiorizadas pelos indivíduos e pelos grupos e suscitaram, através dos mecanismos de identificação (dentre os quais a propriedade assume um papel importante), estratégias sociais de reconstrução adaptativa desses

* Título original: *Décantation dans les chaînes de Markov*.

modos de reprodução.

Toma-se como referência um tempo — o período das últimas quatro décadas, em que o campo português sofreu profundas transformações — e um espaço — o Baixo Mondego — onde essas transformações tiveram uma incidência particular na estrutura fundiária e nas relações de propriedade, e foram amplificadas por uma intervenção muito dinâmica do Estado.

Universidade de Coimbra, 1991

Estabilidade intertemporal das avaliações dos doentes sobre qualidade*



Pedro Lopes Ferreira

O objectivo desta investigação foi determinar se as avaliações da qualidade de cuidados hospitalares feitas pelos doentes dependem do momento em que são realizadas. Para obter essas avaliações, foram medidas a satisfação e as expectativas ao longo do tempo, com base em construções teóricas já testadas.

A satisfação foi testada através de uma construção que utiliza escalas do tipo Likert. As expectativas dos doentes em relação a este fenómeno complexo que é a qualidade de cuidados foram captadas através da aplicação da teoria multiatributo de utilidade. Esta abordagem requer que seja criada uma lista estruturada de atributos usados pelos doentes na avaliação e que sejam obtidos os pesos de importância relativa de cada atributo, assim como os valores psicológicos dos vários níveis de cada atributo, representados através das funções de utilidade.

Nesta investigação foram seleccionados doentes diagnosticados com enfarte do miocárdio, provenientes de nove hospitais comunitários norte-americanos. Com o auxílio de questionários foram coligidos dados referentes a 164 doentes, um mês e cinco meses após a alta.

Foram feitas análises para estudar a estabilidade da satisfação ao longo do tempo. Os resultados das análises univariadas e multivariadas mostraram que, pelo menos para doentes após um enfarte do miocárdio, a satisfação e as expectativas não são necessariamente estáveis no tempo, sendo portanto determinante o momento em que a medição é feita.

Uma implicação desta investigação é que os hospitais devem considerar a estabilidade intertemporal das avaliações dos seus doentes. Sente-se, no entanto, a necessidade de se aprofundar a investigação nesta área do conhecimento de modo a compreender melhor o fenómeno da instabilidade. É necessário saber qual o perfil dos doentes instáveis e que efeito esta instabilidade tem na eficácia dos esforços para melhorar os processos de prestação de cuidados e da tomada de decisão.

University of Wisconsin-Madison, 1991/Universidade de Coimbra, 1991

* Título original: *Intertemporal stability of patients' quality judgments.*



O risco da taxa de juro e o equilíbrio do mercado obrigacionista português

— Estudo teórico e empírico sobre as obrigações do Estado de cupão revisível*

José Alberto Soares da Fonseca

Nesta tese é efectuada uma análise da utilização da informação disponível pelo mercado, na formação das cotações na Bolsa de Lisboa, das obrigações do Tesouro de cupão revisível — testando as hipóteses de eficiência semiforte e de eficiência fraca. A análise do comportamento das taxas de juro de prazos diferentes, baseada no modelo de Vasicek e Fong, e do comportamento da taxa de referência permitiu escolher para variável de estado uma taxa de rentabilidade actuarial cristalizada média, calculada diariamente, que admitimos seguir um processo estocástico misto de Ito e de Poisson (sendo a segunda componente associada às variações da taxa de referência). Combinando a abordagem estocástica com a *duração* de Macaulay e a medida actuarial da convexidade, foram criados dois portefólios dependentes dos valores esperados da variável de estado, um dos quais tem em conta o número de desfasamentos do modelo auto-regressivo estimado sobre a série de valores dessa variável, enquanto o outro se baseia na hipótese de eficiência. Constatou-se a dominância estocástica do segundo sobre o primeiro destes portefólios, e de ambos sobre um índice *value-weighted* de mercado, criado paralelamente, o que põe em evidência as oportunidades de arbitragem lucrativa e a ineficiência do mercado.

Université d'Orléans, 1991/Universidade de Coimbra, 1991

Disponibilidade, Racionamento e Enquadramento do Crédito:

Análise teórica e aplicação à economia portuguesa
Pedro Nogueira Ramos

O principal objectivo deste trabalho é examinar um determinado mecanismo — o efeito disponibilidade do crédito — através do qual os fenómenos financeiros podem ser relevantes na óptica dos mercados de bens e serviços. O efeito disponibilidade do crédito é concebido como um efeito de contaminação (*spill over effect*), com origem em excessos de procura no mercado do crédito (racionamento do crédito) e que atinge os mercados dos bens e serviços.

Uma questão fundamental, abordada na Parte I deste trabalho, é saber se o efeito disponibilidade do crédito justifica uma maior ênfase na categoria crédito, em detrimento da moeda, ao nível quer da análise, quer da política económica.

A Parte II debruça-se sobre o racionamento do crédito e suscita a questão da sua racionalidade. Esta Parte constitui um levantamento detalhado das teorias do racionamento do crédito. Estabelece-se ainda, em termos teóricos, que a relevância macroeconómica do racionamento do crédito, e portanto a sua existência, são plausíveis.

Uma das variáveis que pode ser atingida pelo racionamento do crédito, consubstanciado em restrições de financiamento, é o investimento privado (não bancário). A Parte III procura estudar, para o caso português, não directamente o mercado do crédito, mas detectar, utilizando instrumental econométrico, vestígios do racionamento do crédito e do efeito disponibilidade na procura de bens de investimento. Um aspecto da realidade portuguesa, tido em conta, foi a prolongada experiência de fixação de limites de crédito (1978-1990). Procedeu-se, ainda, a uma avaliação qualitativa da política de enquadramento do crédito.

A ideia, quanto à procura de bens de investimento pelo sector privado não bancário, foi propor uma função que contemplasse vários regimes. Numa primeira possibilidade (regime F1), a procura de bens de investimento, em certos períodos, não se ressentia da existência de racionamento do crédito. Um segundo regime (F2) prevê que, noutros períodos, a procura de bens de investimento tenha sido condicionada por restrições de financiamento, motivadas pelo racionamento. Num terceiro regime (F3), tal como em F2, a procura de bens de investimento é condicionada pela possibilidade de financiamento. Só que o financiamento do investimento é, nesse regime, restringido por um enquadramento activo do crédito.

* Título original: *Le risque de taux d'intérêt et l'équilibre du marché obligataire portugais: Etude théorique et empirique sur les obligations d'Etat à coupon révisable.*

As conclusões mais salientes são as que respeitam à distribuição dos diferentes regimes de determinação do investimento ao longo da amostra (1952-1988). Conclui-se pela predominância do regime F2, que explica o investimento pelo racionamento do crédito, em Portugal, antes de 1978. No que respeita aos anos 1978-88, em que vigorou, em Portugal, um sistema de limites de crédito, a análise aponta para uma eficácia desta política sobre o investimento, nos anos de 1979, 1980, 1982, 1983 e 1986. Permanecem dúvidas quanto à relevância dos limites de crédito em 1985.

Conclui-se que o racionamento do crédito existiu e foi relevante em Portugal, pelo menos na óptica do investimento privado não bancário. No período 1978-88, as autoridades responsáveis pelo sector tiveram algum sucesso no controlo do racionamento do crédito, através de uma política de enquadramento. O meio de eficácia desta política de limitação do crédito bancário foi o efeito disponibilidade do crédito. Este mecanismo de transmissão monetária foi, pois, importante em Portugal, pelo menos nalguns períodos da nossa história recente.

Universidade de Coimbra, 1992

A Quantitative Assessment of Welfare Cost of Distortionary Policies in Portugal



Paulino Teixeira

This study provides a quantitative assessment of the welfare costs of distortionary domestic taxes in Portugal, and evaluates the policy implications of inter-industry wage differences. We also analyze the effects of an industrial policy designed to increase the proportion of workers in high-wage/high-productivity sectors. We use a computable general equilibrium model following Harrison, Rutherford and Tarr. The model contains two versions, alternatively assuming constant returns to scale and increasing returns to scale (IRTS) at the plant level. Under the IRTS assumption two alternative market structures are considered: one allows for monopolistic competition with free entry and Cournot conjectures; and the other implements a contestable markets hypothesis. In order to evaluate the basic numerical properties of the model two exercises are undertaken. The first studies the removal of foreign and domestic distortions. The second exercise considers the introduction of uniformity in both the tariff and indirect taxation regimes. We find that the welfare gains from uniformity, especially in the case of indirect taxes, may be a substantial fraction of the welfare gains from first best reform. Moreover, our results suggest that a significant percentage of these gains can be achieved by a modest process of successive movements toward full uniformity.

Part II of the study relaxes the standard competitive framework in labor markets, introducing inter-industry wage differences. We analyze how different explanations for the existing pattern of wage differentials affect policy evaluation; in particular, the results of first best reforms. Three exceptions to the rule of one price in labor markets are provided. The first allows for fixed "tax wedges" on labor services across industries. The second takes the wage differences as a result of trade union behavior. The third treats wage differences as reflecting different training technologies across industries and hence different turnover costs. This latter formulation also allow us to evaluate the impact of subsidies in labor markets, namely, the effects of an industrial policy designed to reallocate workers from low wage to high-wage industries through subsidization of training costs.

University of South Carolina, 1992/Universidade de Coimbra, 1992